

**Grand Paris : Jean-Pierre CAFFET et Nicole BRICQ,
au nom du groupe socialiste du Sénat,
dénoncent une tentative de recentralisation archaïque sans ambition**

diffusé à la presse mercredi 7 octobre 2009

Le projet de loi relatif au développement du Grand Paris présenté ce jour consiste pour l'essentiel à créer un nouvel établissement public: la société du Grand Paris, chargée de la construction d'un métro automatique de 130 km de long.

Le projet de Christian Blanc, dangereusement déconnecté des réalités que vivent les franciliens, n'est en réalité que l'illustration de la volonté du gouvernement de liquider les acquis de la décentralisation, et d'assurer la mainmise d'un État impécunieux sur l'aménagement de l'Île-de-France.

Mené sans concertation avec les élus territoriaux, ce projet repose sur une ambition technocratique au motif exclusif de la compétitivité des entreprises, alors que l'urgence commande la réalisation rapide de nouveaux moyens de transport à disposition des franciliens dans la zone la plus dense, comme le préconisent la région Ile-de-France et le rapport Carrez : Arc Express, prolongement de la ligne 14 et de Eole vers l'ouest, rénovation des lignes RER...

L'Etat et lui seul serait habilité à définir les tracés, le niveau de service, le gestionnaire de ce nouveau métro automatique tout en reportant la charge de l'exploitation sur les collectivités territoriales ! L'Etat et lui seul aménagerait les abords des quarante nouvelles gares prévues, en y décidant de ce qu'il faut y construire, piétinant ainsi les documents d'urbanisme des communes, fruits de nombreuses concertations locales et porteurs d'équilibres territoriaux et sociaux. Les travaux de Paris Métropole, ceux de la région Ile-de-France, des intercommunalités et de la ville de Paris seraient donc réduits à néant par un projet de loi qui fait croire qu'il suffit d'annoncer un projet pour qu'il sorte de terre. Or c'est un fait : le gouvernement n'a pas le moyen de ses ambitions pharaoniques.

Avec de nombreux élus parisiens et franciliens de toutes sensibilités, nous refusons ce projet régressif. Nous affirmons qu'une alternative est possible. Nous défendons une métropole capable d'offrir à ses habitants des logements en nombre suffisant, des transports de qualité et une croissance économique créatrice d'emplois et de richesses répartis équitablement.